

plus immédiate et plus pressante la nécessité de trouver des occasions d'emploi. Je veux dire seulement ceci, pour conclure, que le mémoire d'aujourd'hui et la question que nous étudions entrent bien, à mon avis, dans nos attributions et relèvent de nos fonctions.

Mme NIELSEN: Monsieur le président, M. MacNicol croit-il que la seule tâche du Comité soit de trouver des emplois aux gens? Ne reconnaît-il pas que nous avons une beaucoup plus grande responsabilité sur tout ce qui se rattache au problème général de la restauration et du rétablissement?

Le PRÉSIDENT: Je puis ajouter à ce que je viens de dire que nous avons pensé à convoquer des hommes d'affaires pour nous renseigner sur la mesure dans laquelle l'industrie sera financièrement capable de rester sur pied après la guerre et d'opérer la transformation qui s'imposera. Quand ils témoigneront, s'ils sont appelés, nous pourrons, madame Nielsen, obtenir les renseignements qu'ils jugeront nécessaire de nous donner. Quand ils comparaitront, nous verrons la réponse à cette question.

M. PURDY: Sûrement, M. MacNicol ne veut pas laisser croire que l'expansion de nos facilités scolaires ne fournirait pas justement l'emploi qu'il déclare être si désireux de voir créer en notre pays. Notre premier ministre vous a dit, par exemple, que, dans la province de la Nouvelle-Écosse, nous songeons à ouvrir un grand nombre d'écoles rurales et d'autres écoles, de même qu'une nouvelle école normale, et ces plans n'attendent qu'un mot pour être mis à exécution. Nous n'attendons au fait que le rétablissement de la situation financière. Nous voulons savoir si nous serons obligés d'assumer nous-même le coût du projet, ou si nous aurons l'aide du Gouvernement fédéral—et quand la main-d'œuvre sera disponible.

M. MACNICOL: Je n'ai pas dit cela.

M. QUELCH: Je puis dire que nous ne nous occupons pas seulement de créer de l'emploi, parce qu'il suffirait alors de produire des pics et des pelles; nous voulons nous mettre à l'œuvre pour que nous-mêmes et nos hommes travaillions à développer les ressources du pays plus activement que par le passé, afin d'élever le niveau de vie de notre peuple. L'une de nos plus grande ressources c'est notre jeunesse, et en instruisant notre jeunesse, nous devrions être mieux en mesure de développer les ressources de notre pays et, par conséquent, d'accroître la richesse nationale.

M. JEAN: Monsieur le président, je me permets d'illustrer pour M. MacNicol le point que je vais traiter. La circonscription que je représente renferme dans son territoire plusieurs industries de toutes sortes. Nous avons besoin d'écoles techniques pour fournir à ces industries des hommes compétents. Il faut songer à nos soldats et aux employés de nos usines de guerre. Ils seront obligés de suivre des cours pour répondre au besoin des industries de paix dans ma circonscription. Je puis dire que nous avons 125 demandes de nouvelles industries à établir dans le district en question, et l'établissement de ces industries n'attend que la conclusion de la paix. Mais nous n'avons pas les techniciens, ou même les démobilisés des armées ou des industries de guerre, qui possèdent la formation voulue pour faire les travaux de plastique ou travailler dans les nouvelles usines que nous songeons à construire. Je trouve donc qu'il est très important de recommander la construction d'écoles techniques dans les centres industriels. Avant d'entrer à l'école technique, les enfants sont obligés de faire leur école primaire. Ce sont là des problèmes qui nous intéressent et qui devraient être étudiés ici avec soin.

M. CASTLEDEN: Notre Comité est un comité de restauration, mais je n'en crois pas moins qu'il a devant lui une plus grande tâche que celle du redressement, qui entre aussi dans notre sphère d'activité, et cette tâche a trait à l'enseignement, domaine de la plus haute importance. J'aimerais proposer la création